

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Fanaf: tractations en coulisses pour enjeux d'un secteur mal connu

**PLUS** de 1150 délégués présents à Libreville. La 44e assemblée générale prévoit de belles empoignades. Élection du président et des membres du bureau, choix de la start-up qui devrait accompagner les assureurs vers la digitalisation, etc. Les débats promettent.

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

C'EST ce lundi 17 février 2020 que s'ouvre à Libreville, sous le thème "La donnée et l'innovation au cœur de l'assurance", la 44e assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (Fanaf).

Importante et utile pour l'économie et les ménages, l'assurance est malheureusement mal connue. Pourtant, elle permet de se couvrir des aléas de la vie, en même temps qu'elle soutient la marche et le développement des économies.

Deux exemples permettent d'illustrer l'importance de l'assurance pour les ménages et l'économie. Premier exemple: deux familles perdent chacune un proche. La première a souscrit une assurance "funérailles". La seconde ne l'a pas fait. Au moment des obsèques, la première n'a aucun souci à se faire sur les dépenses funéraires. Lesquelles, du traitement du corps à la maison de pompes funèbres à l'inhumation, en passant par le café lors de la veillée, sont payées par l'assureur. Dire que cette assurance funéraire ne coûte que peu de choses: 30 000 à 50 000 francs CFA par an.

Quant à la seconde famille, en plus du deuil qui l'afflige, elle doit se torturer avec les réunions qui se prolongent, à des fins de cotisations; les dates de sortie du corps et de l'inhumation sont renvoyées, parce que l'argent n'est pas suffisant.

Deuxième exemple: le cas de l'entreprise Bati-Plus au Gabon. Ayant subi un incendie, ses actionnaires étaient plutôt sereins. L'assureur a remis à neuf l'outil de production ravagé par les

Rattachés à la vie de tous les jours (éducation, santé, prévoyance, investissement, retraite, etc.), les assureurs disposent pourtant de produits de qualité.

l'importance du secteur des assurances. Au-delà du changement de personnalités dans les instances de la Fanaf, le conclave de Libreville va tenter d'impulser une nouvelle dynamique à l'assurance au sein de la zone de la Conférence interafricaine du marché des assurances (Cima).

La digitalisation et la numérisation de l'assurance vont donc constituer la trame de fond de ces travaux.

**ENJEUX.** Bien qu'importante, l'assurance est encore réservée à quelques initiés. En témoigne son faible taux de pénétration. Le candidat gabonais à la présidence de la Fanaf, César Ekomé-Afène, parle d'un pourcentage inférieur à 2%. C'est en cela que les assureurs devront sortir de leur zone de confort. Rattachés à la vie de tous les jours (éducation, santé, prévoyance, investissement, retraite, etc.), les assureurs disposent pourtant de produits de qualité. Cependant, les mêmes compagnies peinent à les vulgariser, ou à les mettre à la disposition du public qui, pourtant, en a besoin.

flammes. Dire que de nombreux domiciles et commerces sont consumés par des flammes. Et qu'il faut aux opérateurs économiques non assurés tout recommencer à zéro. Si cette 44e assemblée générale est avant tout électorale, elle devrait aussi reposer la primauté et

Par ailleurs, en instaurant la micro-assurance, la Cima pensait ainsi rapprocher l'assurance des couches aux revenus modestes (agriculteurs, artisans, petits commerçants, etc.). Là encore, les assureurs africains n'ont pas généralisé cette forme de petite assurance, qui devrait être pour le secteur des assurances, ce que la microfinance est aujourd'hui à la finance.

Enfin, lors du conclave de Libreville, même si ce n'est pas officiel, les experts devraient échanger dans les couloirs sur la recapitalisation des sociétés d'assurance imposée par le régulateur. Lequel voudrait que les assureurs accroissent le niveau de capitaux, afin de mieux couvrir les risques des clients.

Si certaines compagnies ont respecté cette directive, de nombreux assureurs pensent que la recapitalisation devrait peser sur les compagnies d'assurances.



Photo: F. M. MOMBO

Les patrons des compagnies d'assurances lors d'une réunion préparatoire



# Le renouvellement des dirigeants,

Présidence de la Fanaf: duel entre Ekomie-Afène (Gabon) et Mouloung (Cameroun)



toire de la FANAF, le 1er août 2019

I.M'B  
Libreville/Gabon

**L**E 20 février 2020, l'opinion suivra de près le duel entre le Gabonais César Ekomié et le Camerounais Théophile Gérard Mouloung, directeur général Saham Assurances Cameroun. Ce jour-là en effet, aura lieu l'élection du nouveau président de la Fanaf. Il y a comme, en toile de fond, la traditionnelle rivalité en sourdine entre le Cameroun et le Gabon au sujet du contrôle des institutions. Les deux pays ont bataillé dans le passé pour le contrôle du siège de la Bourse de valeurs mobilières (BV-MAC), et de l'institution de régulation du marché financier. Menant une communication offensive sur internet, le Camerounais Théophile Gérard Mouloung déclare: "Ma motivation vient donc de cette envie de



Photo

César Ekome-Afene

César Ekomie-Afène affirme: «Mon projet consiste principalement à accompagner le secteur pour relever le taux de pénétration du marché...»

servir les intérêts de notre profession. Voilà pourquoi, dans mon message de fin d'année adressé à mes collègues, je précise être à l'écoute de chacun et de tous, afin que nous bâtissions la Fanaf de la prochaine décennie". Quant au Gabonais, ses arguments collent plutôt au thème central de la 44e assemblée générale de la Fanaf. César Ekomie-Afène affirme: "Mon programme consiste principalement à accompagner le secteur pour relever le taux de pénétration du marché. Ce ratio est actuellement de l'ordre de 1 % en moyenne en

zone CIMA, contre moins de 3 % en Afrique. Ce qui donne une idée des efforts à déployer pour démocratiser l'assurance." César Ekomie-Afène porte des mesures axées sur le "digital" et la numérisation des services d'assurance. Il cite son expérience de 40 ans dans le milieu des assurances et son passé à des postes de responsabilité au sein d'organisations prestigieuses, comme un atout supplémentaire pour mériter qu'il lui soit confiée la présidence de la Fanaf. Cela suffira-t-il à vaincre Mouloung? Réponse ce 20 février!

## Quelles actions contre le faible taux de pénétration de l'assurance ?

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

"Le taux de pénétration de l'assurance au PIB en Afrique reste faible. Il est estimé à moins de 3%", avait dit Habib Ben Hassine, président de la Fédération tunisienne des sociétés d'assurance (FTUSA), en février 2019. Pourtant, l'assurance est nécessaire. Hormis l'assurance automobile qui fonctionne bien, sans doute parce qu'elle est obligatoire, les autres types d'assurance ont encore beaucoup de mal à se faire une place sur le marché. Les assureurs d'Afrique parviendront-ils à donner une assurance à chaque citoyen de leur continent ?

Cet important défi ne semble pas près d'être réalisé. La nécessité d'avoir une assurance n'a pas encore réellement touché les populations, particulièrement celles de la zone de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (Cima). Malgré les différents types d'assurances existants, les populations ne semblent pas motivées à souscrire à une assurance. Tout d'abord, une sorte de crise de confiance entre les assureurs et les potentiels clients perturbe le lien solide qui devrait exister. En général, les gens ont peur de placer leur argent sans avoir la garantie que l'entreprise (l'assureur) qui l'encaisse ne fermera pas ses portes du jour au lendemain. C'est

déjà arrivé. Faut de moyens financiers suffisants, les sociétés ne sont parfois pas en mesure de régler rapidement l'indemnisation d'une victime, ainsi que l'exige l'article 13 du Code Cima. Le règlement peut prendre beaucoup de temps, creusant ainsi davantage l'écart entre le client et l'assureur. Ensuite, il y a le niveau de vie. Les chiffres du chômage sont colossaux en Afrique subsaharienne, par exemple. Une grande partie des populations ne parvient pas à subvenir correctement à ses besoins. En conséquence, entre déposer son argent pour une assurance et le dépenser pour résoudre un besoin, le choix est très vite fait.



Photo: D.R